

l'assemblée populaire, un soviet ?

C'est le « Commandement Politique » composé de la COB, du PRIN de Juan Lechin, du PC pro-soviétique, du POR de Lora et du MNR qui est à l'origine de l'Assemblée Populaire. C'est ce même Commandement Politique qui, au moment de la crise d'octobre, avait rallié le général Torres, après avoir négocié quelques postes ministériels. Composée en principe de délégués ouvriers, étudiants et paysans, ainsi que des partis de gauche, l'Assemblée Populaire non reconnue était néanmoins tolérée par le gouvernement : il n'avait pas le choix.

Les différentes organisations participantes n'avaient certainement pas les mêmes conceptions sur le rôle que devait jouer cette Assemblée : simple chambre d'enregistrement ? organe de pouvoir indépendant ?

L'Assemblée Populaire allait être marquée par les conditions de sa naissance : les forces politiques qui présidaient à sa création, dont le MNR (complice du coup d'Etat de Banzer, aujourd'hui participant à la dictature militaire et qui ne fut expulsé que plus tard) représentaient l'aile droite du mouvement ouvrier (symbolisée par la présidence accordée à Juan Lechin).

Ce sont ces formations qui rédigèrent les statuts de l'Assemblée. Ce sont elles qui en contrôlaient le fonctionnement et l'organisation.

Les organisations révolutionnaires en étaient absentes au début et le maximum fut fait pour les en écarter. Guillermo Lora proposa notamment que tout parti demandant à rejoindre l'Assemblée Populaire soit obligé de publier une liste de 5 000 sympathisants ! (Lora lui-même aurait été bien en peine de le faire si on le lui avait demandé !). La proposition fut repoussée pour des raisons de sécurité ! Le POR et l'ELN ne furent finalement pas représentés en tant que tels (de nouvelles manœuvres ayant reporté l'adhésion du POR) mais certains de leurs militants étaient présents en tant que délégués d'autres organisations.

En tout l'Assemblée Populaire comprenait 132 délégués d'organisations ouvrières (soit 60%), 53 représentants d'organisations des classes moyennes, 23 d'organisations paysannes et 11 de partis politiques.